



Projet Energie, Ecodéveloppement et Résilience en Afrique (EERA)

Atelier de mobilisation des décideurs

26 mai 2014

Hôtel Salam Azalai, Bamako, Mali

avec l'appui financier de l'Alliance pour le Climat et le Développement

Rapportage de l'atelier

Mai 2014

Table des matières

1.	Introduction	3
2.	Déroulement de l'Atelier	4
2.1.	Accueil des participants	4
2.2.	Cérémonie d'ouverture.....	4
2.3.	Mise en place du Présidium de l'atelier	5
2.4.	Présentations.....	5
2.4.1.	Exposé sur la Situation Energétique du Mali 5	
2.4.2.	Présentation du projet EERA par Mme Maryse LABRIET	6
2.4.3.	Présentation des principaux résultats de l' analyse TIPEE pour le Mali.....	7
2.4.4.	Présentation : Répondre aux besoins en services énergétiques	9
2.4.5.	Exercice en groupe : éléments de base d'une fiche de route.....	10
2.4.6.	Résultats du Groupe I : Gouvernance et jeu des acteurs	10
2.4.7.	Résultats du Groupe II : Efficacité énergétique et accès aux services électriques	12
2.4.8.	Résultats du Groupe III : Vulnérabilité et résilience climatiques	12
3.	Conclusions	13
4.	Annexes	15
	Annexe 1 : Composition des Groupes de discussion	15
	Annexe 2: Liste des participants	16
	Annexe 3: Agenda.....	17
	Annexe 4. Diapositives	18

1. Introduction

Le 26 mai 2014 s'est tenu à l'hôtel Salam Azalai de Bamako au Mali, un atelier de mobilisation des décideurs du secteur de l'énergie du Mali.

Cet atelier a été organisé par Mali-Folkecenter Nyetaa dans le cadre du projet Énergie, Écodéveloppement et Résilience en Afrique (EERA), initié par HELIO International avec l'appui financier de l'Alliance pour le Climat et le Développement (CDKN). Le projet EERA vise à identifier les conditions d'une voie énergétique douce autonome (VEDA) au Mali, au Bénin et au Togo, avec pour objectif principal de satisfaire les services énergétiques nécessaires pour atteindre le futur souhaité pour les populations, de manière compatible avec la viabilité environnementale, la résilience et selon les principes d'une gouvernance participative.

Dans le cadre de ce projet des études d'évaluation et de caractérisation des systèmes énergétiques de ces pays (Mali, au Bénin et au Togo) on été réalisée par des équipes locales multipartites en utilisant la méthodologie TIPEE (Traitement de l'information pour des politiques énergétiques favorisant l'écodéveloppement), élaborée par HELIO International. Des recommandations concrètes ont été formulées en vue de guider les décisions politiques du secteur énergétique pour répondre aux besoins de services énergétiques compatibles avec la viabilité environnementale, la résilience et selon les principes d'une gouvernance participative

Cet atelier avait pour objectif donc de :

- Guider les décideurs dans l'utilisation des résultats de l'analyse TIPEE dans les décisions sur l'avenir et les politiques énergétiques du Mali.
- Définir les priorités d'actions concrètes pour favoriser la définition d'une voie énergétique douce autonome favorisant la satisfaction des besoins en services énergétiques des populations et renforçant les énergies renouvelables de manière compatible avec la viabilité environnementale, la résilience et selon les principes d'une gouvernance participative
- Renforcer les interactions entre les parties prenantes nationales et régionales.

L'atelier a regroupé une quarantaine de participants (voir liste de présence en annexe).

2. Déroulement de l'Atelier

En plus des cérémonies d'ouverture et de clôture, l'atelier a compris les présentations et travaux suivants:

- Intervention du conférencier invité ;
- Survol du projet EERA ;
- Présentation des principaux résultats de l'analyse TIPEE ;
- Principes d'une action fondée sur les besoins ;
- Travaux de groupe sur les éléments de base d'une feuille de route

2.1. Accueil des participants

Les hôtesse Madame SANOGO Monique DEMBELE et Mlle. Maimouna SANOGO étaient chargées de l'accueil et de l'enregistrement des invités.

2.2. Cérémonie d'ouverture

Le Maître de cérémonie, M. Youssouf DIAKITE a souhaité la bienvenue aux participants. Ensuite, il a présenté le déroulement de la cérémonie d'ouverture en présentant les différentes personnes qui devaient intervenir avant de passer la parole au président de la cérémonie, en la personne de M. Ismaila Touré, Directeur Nationale de l'Energie, représentant le Ministre de l'Energie.

Ainsi la parole fut donnée à M. OUATTARA, Secrétaire exécutif du Mali Folkecenter Nyetaa (MFC Nyetaa) qui a souhaité la bienvenue à tous les participants pour ensuite évoquer les grandes lignes de l'atelier et le contexte global du projet. Il a remercié les membres d'HELIO International pour leurs efforts et leur soutien avant de remercier et féliciter l'équipe Mali qui n'a ménagé aucun effort pour l'élaboration du rapport TIPEE du Mali. Pour finir, il a adressé, au nom du MFC Nyetaa, un grand remerciement à tous les représentants des différentes structures, en particulier le représentant du Ministère de l'énergie et le Directeur général de l'Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et de l'Electrification Rurale (AMADER), M. Cheick Ahmed SANOGO pour son appui qui a permis l'aboutissement heureux de l'étude.

Après l'intervention du Secrétaire Exécutif de Mali Folkecenter Nyetaa, c'était au tour de Michel LABROUSSE, représentant d'HELIO International et membre du conseil d'administration de la même structure de prononcé son discours. Il a d'abord rappelé l'origine de l'ONG HELIO International et de certaines de ses expériences comme centre de réflexion stratégique sur l'énergie, incluant notamment l'analyse des politiques énergétiques selon la méthodologie TIPEE (traitement de l'information pour des politiques énergétiques favorisant l'écodéveloppement) basée sur des indicateurs au cœur de l'activité des trois équipes nationales qui participent au projet EERA. Continuant sur la présentation des 7 familles d'acteurs qui peuvent influencer la mise en œuvre des systèmes énergétiques adéquats, il a insisté sur l'action des médiateurs (société civile, universités, journalistes, ONG etc.) qui sont pour lui comme des catalyseurs dans le sens physique du terme.

Après ces deux interventions, le Représentant du Ministre de l'Energie, M. Ismaila Touré, Directeur Nationale de l'Energie, a prononcé le discours d'ouverture. Il a mis l'accent sur l'importance de l'énergie dans le développement économique et social du Mali. Il a rassuré le représentant d'HELIO International, quant à la prise en compte des résultats obtenus dans le projet EERA dans l'élaboration de la politique énergétique nationale en cours de révision. Pour finir, il a remercié HELIO International, MFC Nyetaa et l'ensemble des participants avant de suspendre la séance pour la photo de famille.

2.3. Mise en place du Présidium de l'atelier

Après la cérémonie d'ouverture et la photo de famille, les participants ont eu droit à une pause-café avant de revenir en salle pour la poursuite du programme de l'atelier. C'est ainsi que Madame THERA Aminata FOFANA, Directrice Générale Adjointe de l'Agence Nationale de Développement des Biocarburants (ANADEB) a été désignée comme présidente de l'atelier. Elle était secondée par M. Cheick Ahmed SANOGO, Président Directeur Général de l'AMADER.

2.4. Présentations

2.4.1. Exposé sur la Situation Energétique du Mali

Cet Exposé a été fait par M. Sinalou DIAWARA, Ex Directeur de la DNE.

Il a présenté le contexte géographique et climatique du Mali 2/3 et l'immensité du territoire avec une superficie de 1 241 238 km² et une densité moyenne de 12,1 habitants au km², toute chose qui ne facilite pas l'extension du réseau pour satisfaire les besoins énergétiques de tous les maliens. Il a également parlé de l'objectif de la politique énergétique nationale adoptée en 2006 dont l'objectif est contribuer au développement durable du pays, à travers la fourniture des services énergétiques accessibles au plus grand nombre de la population au moindre coût et favorisant la promotion des activités socioéconomiques.

Le conférencier a également présenté les ressources énergétiques du Mali (par exemple le potentiel hydroélectrique est de l'ordre de 1050 MW avec 5 000 GWh de productible moyen annuel, le rayonnement moyen est de 6 kWh/m²/j sur l'ensemble du pays), le cadre institutionnel et réglementaire (avec une multitude d'institutions impliquées) ainsi que les projets en cours dans le secteur de l'énergie pour accroître la production et la distribution d'énergie au maximum de malien.

Le conférencier en terminant sa présentation a relevé :

- la nécessité de revoir fondamentalement la Politique Énergétique Nationale et ses différentes stratégies dans l'optique d'atteindre les objectifs des OMD et ceux des Initiatives comme l'Énergie For All.
- La mise en cohérence ses politiques d'urbanisation, d'habitat, de transport, d'industrialisation et d'énergie,
- La mise en place des textes réglementaires et juridiques à travers un véritable Code d'investissement énergétique en vue d'intéresser les investisseurs privés,
- La création des meilleures conditions d'accès aux services énergétiques tout en tenant compte des principes de la viabilité économiques des sociétés productrices et distributrices
- L'incitation et la facilitation des installations individuelles d'équipement d'énergie renouvelable notamment solaire et biogaz,
- L'investissement dans la maîtrise, la recherche et le développement des énergies domestiques.

Questions/Réactions:

- Mme. COULIBALY : représentante de la DNA. Etant du domaine l'agriculture, elle considère que la paille du riz ou d'arachide ne sont pas des déchets (comme l'avait dit le conférencier) mais des sous-produits agricoles. En outre, elle demande quelles sont les sources et dates des statistiques avancées dans le secteur agricole ?

- M. GADO : il reste perplexe en ce qui concerne la conclusion et avance la question : Pourquoi les textes ne mettent pas en valeur les potentiels des énergies renouvelables ? Existe-t-il des mesures pour faciliter l'acquisition des équipements d'énergie renouvelable par la population ?
- M. DAO : Quels sont les projets en cours ? les nouveaux projets sont-ils à l'image des anciens c'est-à-dire est-ce toujours la même orientation ? Y a-t-il un cadre législatif pour cadrer le partenariat public privé au Mali ?
- M.TRAORE : Quelles sont les solutions pour réduire le coût de l'énergie en milieu rural ?

Réponses :

- Le conférencier partage parfaitement l'opinion de Madame Coulibaly, pour lui le fait d'appeler les produits agricoles déchets n'a rien de péjoratif mais est juste une appellation qu'il utilise au niveau de la DNE.
Concernant les sources et les dates des données, M. Sinalou précise qu'il n'a pas eu le temps de vérifier toutes les sources d'information du fait du manque de temps pour préparer la conférence. Par ailleurs les données de l'office du Niger datent de 2012 et sont utilisées dans le cadre officiel.
- Comme réponse à la question de M. Gado, le Conférencier rassure que les structures sont à la recherche des solutions, actuellement les textes priorisent les problèmes des énergies renouvelables, il y a même des actions en cours.
Pour la question de facilitation de l'acquisition des équipements, M. Sinalou a laissé la parole au Directeur de l'AMADER. Ce dernier affirme que les efforts se font dans ce sens par l'Etat, par exemple, les équipements d'énergie solaire sont exonérés de toutes taxes.
- Les nouveaux projets tiennent compte non seulement des objectifs de l'écodéveloppement, mais aussi des Objectifs du Millénaire pour le Développement, de l'efficacité énergétique et de partenariat public-privé. Il y a aussi des projets de construction des nouvelles centrales solaires et éoliennes.
- Cette question était directement destinée à l'AMADER. Le Directeur de l'AMADER a souligné que la cherté du Cout d'électricité dans le milieu rural due à la première option d'électrification rurale qui était l'utilisation de gasoil. Et c'est l'augmentation du prix du carburant qui entraine celle de l'électricité.
Comme solution, il a proposé l'hybridation des centrales dans le milieu rural, et la formation des opérateurs sur le plan technique et managérial.

2.4.2. Présentation du projet EERA

Avant de commencer sa présentation Mme la Directrice technique du projet EERA pour HELIO International, Maryse LABRIET, a donné la parole aux différents participants pour qu'ils se présentent.

La communication de Maryse Labriet a été introduite par trois réflexions à savoir :

- La cuisson propre : un enjeu de santé publique qui ne doit pas être oublié ; les fumées associées à la combustion inefficace du bois de feu pour la cuisson seront la première cause de mortalité prématurée d'ici 2030 si rien ne change ;
- La nécessaire prise en compte des risques de changements climatiques dans toutes les filières du secteur énergétique ; variabilité de l'hydroélectricité, disponibilité du bois-énergie, refroidissement des centrales thermiques, entre autres, peuvent être affectés par les changements climatiques futurs ;

- L'importance de la considération des besoins en services énergétiques dans la définition et l'élaboration des politiques énergétiques ; ce n'est pas tant l'énergie qui compte que les services qu'elle apporte aux plans domestique, sociocommunautaire ou productif.

Ensuite, le projet EERA (Energie, Ecodéveloppement et Résilience en Afrique) a été présenté à travers ses objectifs (courts et longs termes), ainsi que la méthodologie d'analyse TIPEE qui permet de structurer et d'utiliser les informations disponibles pour évaluer et orienter la mise en œuvre de politiques énergétiques selon 24 indicateurs qui sont calculés, commentés et analysés par une équipe multi-acteurs. L'analyse TIPEE est une démarche de veille servant de fondement à la voie énergétique douce et autonome.

Finalement, il a été rappelé que l'atelier se veut ouvert aux discussions, échanges et apprentissages mutuels pour réfléchir et définir des priorités d'actions concrètes à mettre en œuvre au Bénin dans le cadre d'une voie énergétique douce et autonome.

Les questions ont été posées après la présentation suivante sur les résultats de l'analyse effectuée au Mali.

2.4.3. Présentation des principaux résultats de l'analyse TIPEE pour le Mali

Cette présentation basée sur les résultats de l'étude TIPEE du Mali a été faite en 3 respectivement par M. Amadou H MAIGA, M. Pierre DEMBELE et M. Mohamed OUEDRAOGO, tous membres de l'équipe TIPEE du Mali qui a réalisé l'étude.

On pouvait retenir de cette présentation ce qui suit :

- L'approche TIPEE comprend 24 indicateurs quantitatifs et qualitatifs qui portent entre autres sur les aspects environnementaux, sociaux, économique, technologiques, de gouvernance, de vulnérabilité et de résilience aux changements climatiques,
- Les principaux messages positifs dégagés de l'analyse sont :
 - Les émissions de CO₂ par habitant au Mali pour le secteur de l'énergie sont inférieures à la moyenne mondiale
 - Le fardeau énergétique pour les ménages pauvres est dans des proportions soutenables.
 - Des progrès significatifs dans le domaine de l'électrification qui est de 1% en 2005 à 17,78% en 2013
 - Un potentiel important en énergies renouvelables (solaire)
 - Une forte volonté politique affichée à travers l'existence de plusieurs politiques, stratégies et un cadre institutionnel et règlementaire
- Les points à surveiller
 - Un fort accroissement des émissions de monoxyde de carbone par habitant,
 - Part très élevées de la biomasse dans la consommation d'énergie (75,83%),
 - L'utilisation productive de l'électricité est faible
 - Dépendance totale (100%) à l'importation de combustibles fossiles
 - Forte sensibilité de la production d'électricité hydroélectrique aux variations de la pluviométrie,
 - La société civile a peu d'influence sur la prise de décision
- Les recommandations issues de l'étude porte entre autres sur :
 - La promotion de la co-décision (initiation et contrôle par l'ensemble des acteurs) dans la gouvernance du secteur énergétique ;

- La constitution d'un stock national de sécurité pour les produits pétroliers d'au moins 30 jours,
- L'appropriation de l'approche TIPEE pour la mise en place d'un mécanisme de suivi évaluation de la politique énergétique.

Questions/Réactions :

Les différentes questions posées à la suite des deux présentations étaient les suivantes :

- Quelle est la définition des mots tels que Ecodéveloppement, la VEDA ?
Quel est le potentiel énergétique du Mali ?
Dans quels secteurs les femmes travaillent et quelles sont leurs compétences (techniques, administratives) ?
- Quels sont les critères de sélection des pays choisis ?
Comment la faible émission de gaz à effet de serre représente-t-elle une opportunité pour le Mali ?
- Quelles sont les stratégies pour s'assurer de la prise en compte des résultats de l'analyse TIPEE dans les pays ?
Pourquoi l'industrie occupe seulement une faible portion dans la consommation énergétique du Mali ?
- Clarification sur la formule de calcul des indicateurs TIPEE
- L'Institut Nationale de la Statistique a-t-elle été impliquée dans l'étude ?
- Comment mettre fin à l'inégalité des genres dans les instances de prise de décision ?
- Peut-on diminuer le nombre des indicateurs ?

Réponses

Les réponses sont apportées par Madame Maryse LABRIET et par l'équipe EERA du Mali selon le contexte.

- Mme. LABRIET a jugé nécessaire de laisser la première question pour l'après-midi lors de la présentation de M. LABROUSSE, afin de gagner du temps.
M. MAIGA, de l'équipe locale, explique que le potentiel énergétique est bel et bien évalué, les chiffres existent et sont disponibles au niveau de la DNE.
- En 2010, lors d'un projet précédent, un échantillon de pays a été choisi (Sénégal, Niger, Togo, Benin, Cameroun) pour l'évaluation de leur Système d'Information Énergétique. Le Togo et le Cameroun ont ensuite été retenus pour réaliser une première analyse TIPEE car ils disposaient d'une équipe en place et disponible pour continuer le travail. Le Mali et le Bénin ont ensuite été ajoutés en 2013 du fait de la disponibilité de leur SIE et dans l'optique d'avoir des pays sahéliens et côtiers impliqués. L'objectif est d'étendre peu à peu les pays qui réalisent ce type d'analyse (Maryse LABRIET).
Concernant les retombées des activités en matière d'émissions, certaines ONGs viennent opérer au Mali dans le cadre du crédit-carbone (équipe Mali).
- Pour l'application des recommandations, cela dépend de chaque pays. Par exemple pour le Togo, une ONG s'est chargée de veiller à l'intégration des résultats du rapport TIPEE dans la politique énergétique. (Maryse LABRIET).
- L'industrie occupe une faible part dans la consommation énergétique car ce secteur n'est pas très développé au Mali. (Dr COULIBALY : équipe Mali).
- Le paramètre X peut prendre toutes les unités, cela dépend de l'indicateur. (MAIGA : équipe Mali).
- L'INSTAT n'a pas été directement associé mais les données proviennent pour la plupart des statistiques nationales. (Pierre DEMBELE : équipe Mali).

- La question n'a pas été répondue.
- C'est juste le résultat d'une méthodologie qui a donné naissance à ces 24 indicateurs. Une révision des indicateurs pour les adapter plus à la réalité des pays africains pourrait être amorcée. Dans ce cas, il se pourrait que le nombre d'indicateurs soit réduit. (Maryse LABRIET).

2.4.4. Présentation : Répondre aux besoins en services énergétiques

Michel LABROUSSE a livré une présentation bien structurée, précise et concise sur comment répondre aux besoins énergétiques de l'ensemble de la population.

De cette présentation, on peut retenir que l'objectif de toute politique publique est de répondre aux besoins des populations. Mais on se rend compte qu'avec les politiques publiques du secteur de l'énergie dans les pays en voie de développement, la majorité des ménages n'ont pas accès aux services énergétiques modernes (SEM). Il est donc nécessaire de planifier dans les politiques énergétiques les besoins en SEM. Cette planification doit être faite en fonction des zones (urbaines, périurbaines ou rurales) par le maître d'ouvrage approprié, responsable du développement socio-économique d'un territoire (commune par exemple). Pour cela, une grille d'accès aux SEM est proposée, qui permet de définir et prioriser les enjeux (population n'ayant pas accès au SEM par exemple).

La planification de l'accès au SEM est une démarche d'aide à la décision qui contribue à l'avènement d'un système énergétique intégré et dynamique où les sept (07) familles d'acteurs (pouvoirs publics, prestataires de biens et services, opérateurs énergétiques, bénéficiaires, prestataires de services financiers, médiateurs et bailleurs internationaux) interviennent de manière complémentaire et garantissent la bonne gouvernance de la démarche.

Pour finir, il faut souligner qu'une planification des besoins en services énergétiques du point de vue du micro (villes, villages, etc.) conduit à la VEDA au niveau macro (état ; Région, etc.).

Questions/Réactions:

Comme contribution à la présentation de M. LABROUSSE, M. Sinalou a affirmé que la démarche d'HELIO et du MFC (l'approche VEDA) est la mieux adaptée pour résoudre le problème énergétique du Mali. Il faudra que les autorités orientent leurs efforts dans ce sens.

- Quelle est l'importance et la pertinence de l'approche VEDA.
- Quelle est la place de l'Assemblée Nationale parmi les 7 familles d'acteurs ?
- Qu'attendez-vous par « douce » ? Voulez-vous dire, qu'il faut faire des petits réseaux pour converger vers des grands ?
- L'approche VEDA est-elle applicable dans les communes du Mali où la décentralisation des systèmes énergétique n'est pas atteinte ?

Réponses apportées par M .LABROUSSE :

Pour lui, la clé de la réussite passe par la maîtrise d'ouvrage. La compétence peut être la capacité à faire ou le droit de faire. La décentralisation passe par le transfert de compétences donc le droit de jouir de leurs ouvrages.

En ce qui concerne le mot « douce », M. LABROUSSE affirme qu'il vient de l'expression « smart energy path » qui veut dire un système énergétique où on trouve des éléments et des ingrédients beaucoup moins agressifs que les énergies fossiles, le thermique, nucléaire c'est à dire les énergies

renouvelables. Il avait pensé à « intelligent » pour remplacer « smart » en français mais à la fin le mot « douce » a paru plus adéquat.

Ecodéveloppement : c'est en ces termes que M LABROUSSE a défini le concept : Eco vient du latin Ecos qui veut dire « maison » c'est-à-dire l'écodéveloppement c'est de trouver autour de soi tous les ingrédients nécessaires pour son développement.

L'assemblée nationale se trouve selon M LABROUSSE dans la grande famille des pouvoirs publics car c'est l'élément qui va voter les lois donc très nécessaire.

2.4.5. Exercice en groupe : éléments de base d'une fiche de route

Après les différentes présentations, les participants ont été répartis en petits groupes autour des thèmes ci-après:

- Groupe I : Gouvernance et jeu des acteurs
- Groupe II : Efficacité énergétique, accès aux services électriques.
- Groupe III : Vulnérabilité et Résilience climatique

Chaque groupe avec l'appui d'un facilitateur (Equipe de Helio et Equipe TIPEE mali) avait pour mandat d'élaborer des recommandations d'action concrètes et à court terme, incluant les acteurs-clés, permettant de définir et implanter des politiques, programmes et projets qui répondent aux besoins en services énergétiques de l'ensemble de la population, de manière compatible avec la viabilité environnementale, la résilience et selon les principes d'une gouvernance participative.

Les résultats des travaux de groupe ont été présentés en plénière par les rapporteurs des 3 groupes.

2.4.6. Résultats du Groupe I : Gouvernance et jeu des acteurs

Question 1 : Quels sont les acteurs à impliquer, selon la grille des « 7 familles d'acteurs » et quel est leur rôle dans une approche intégrée du secteur?

Les acteurs identifiés (non-exhaustifs) sont :

Pouvoir public	Prestataires de biens et services	Opérateurs énergétiques	
Présidence Assemblée Nationale Ministère Le Haut Conseil des collectivités Agences Spécialisés La Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau (CREE)	Horonya, Les prestataires ZED	Énergie du Mali Société de Service Décentralisé (SSD) Projet de Candidature Spontanée pour l'Électrification Rurale (PACASER) les compagnies de distribution d'hydrocarbures GPL Marchés ruraux de bois	
Bénéficiaires	Les médiateurs	Bailleurs internationaux	Les Structures financières
Ménages ou associations qui désirent individuellement ou communautairement avoir accès à l'énergie	L'Association des Consommateurs du Mali (ASCOMA) Le Réseau de Défense des Consommateurs du Mali (REDECOMA) l'Union Nationale des Coopératives et Associations de Forgerons du Mali (UNICAF) universitaires, les institutions de recherche, ONG Medias	Banque Mondiale Banque Africaine de Développement	Services Financiers Décentralisés (SFD)

Question 2 : Quelles sont les initiatives prioritaires à mettre en œuvre pour promouvoir une approche intégrée de l'énergie? Par exemple :

- *Quels sont les pouvoirs qui peuvent être décentralisés?*
 - *Quelles modifications à apporter au cadre institutionnel et règlementaire?*
 - *Quelles sont les priorités (en termes de groupes sociaux, usages, énergies, délais...) pour que, dans un délai raisonnable, l'ensemble de la population puisse accéder à des services énergétiques modernes ?*
- Transfert de la maîtrise d'ouvrage à la commune des services énergétiques
 - Rendre effectifs les transferts de compétences en matière énergétique au Mali (suivi de l'évolution des transferts en cours au Mali : le transfert des compétences dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'eau est effectif, mais pas dans le secteur de l'énergie ; il serait utile de faire le point sur l'état du décret qui organise le transfert de compétences, probablement au ministère de l'énergie).
 - Électrifier les centres communautaires pour accroître les taux d'accès aux services énergétiques par la mise à disposition de solution local approprié à travers le transfert total de la maîtrise d'ouvrage aux communes.

2.4.7. Résultats du Groupe II : Efficacité énergétique et accès aux services électriques

Question 1 : Quelles sont les facteurs qui contribuent à l'inefficacité du système énergétique et les options possibles pour supprimer ces barrières ?

La réponse est donnée sous- forme de tableau.

Facteurs/barrières	Solutions
<ul style="list-style-type: none"> Le facteur comportemental des consommateurs L'accès « gratuit » à la ressource bois-énergie (coût en temps, mais pas un coût d'achat direct) La méconnaissance des technologies et de leurs impacts (par exemple, méconnaissance des impacts sur la santé des fumées de la combustion du bois-énergie) Le cout d'accès élevé des équipements Absence d'audit énergétique obligatoire dans l'industrie 	<ul style="list-style-type: none"> La mise en place d'une cellule d'efficacité énergétique ayant pour mission d'informer et de promouvoir les technologies efficaces. L'évaluation de l'efficacité énergétique sur la filière complète. L'étiquetage et la normalisation. La recherche et développement en technologies appropriées.

Question 2 : Quelles sont les barrières au développement des mini-réseaux électriques et comment y remédier ?

Facteurs/barrières	Solutions
<ul style="list-style-type: none"> La dispersion géographique des zones, qui rend difficile l'accès de certaines zones rurales L'insuffisance de l'investissement La non-application de la vérité des prix La non-application des normes techniques de branchement Absence des normes de construction 	<ul style="list-style-type: none"> La mise en place des mini- réseaux décentralisés Le fonds climat de l'Union européenne La mise en place d'une cellule d'efficacité d'énergétique

2.4.8. Résultats du Groupe III : Vulnérabilité et résilience climatiques

Questions : Quelles sont les principales vulnérabilités climatiques du secteur énergétique du Mali? Comment améliorer la résilience climatique du système énergétique ?

Sous-secteur Energie	Risques climatiques			Solution
	Sècheresse	Inondation	Variation des températures	
Bois énergie	Diminution de la production entraînant la difficulté d'accès	Disparition de certaines espèces ; renchérissement des coûts	-	<ul style="list-style-type: none"> Reboisement en espèces adapté pour satisfaire les besoins en bois énergies, Promouvoir les sources alternatives au bois énergie, équipement économe d'énergie, Application rigoureusement les textes sur les quotas de réglementation

Hydrocarbures	Augmentation de la consommation	Difficulté d'approvisionnement lié à la dégradation des routes	Augmentation de la consommation	<ul style="list-style-type: none"> • Diversification des sources d'énergie, promouvoir des équipements économes
Energie hydraulique	Baisse de production de l'énergie électrique	Risque de rupture des ouvrages	Baisse de la production (évaporation)	<ul style="list-style-type: none"> • Diversification des sources de production et équipement, prendre en compte les risques climatiques dans les ouvrages
Energie solaire	-	-	Baisse du rendement	<ul style="list-style-type: none"> • Choisir les équipements solaires adaptés aux conditions climatiques du pays
Transport de l'énergie	-	Détérioration du réseau de transport électrique	Augmentation des pertes électriques	<ul style="list-style-type: none"> • Choisir des équipements adaptés

3. Conclusions

Maryse Labriet, Directrice technique du projet EERA pour HELIO International a tenu a remercier et féliciter l'équipe EERA du Mali, M. Ousmane, M. Sanogo, Prof. Coulibaly, M.Sékou, M.Maiga, M.Mohamed et M.Pierre pour leur engagement et pour la qualité du travail réalisé, coordonné avec sérieux et brio par Mali Folkecenter. Elle a remercié également les participants pour leurs contributions tout au cours de la journée.

Pour elle, au terme l'année de travail et de cette journée, il faut insister sur l'importance de :

1. Transmettre des messages les plus opérationnels possibles aux décideurs,
2. Adapter les politiques et programmes pour y intégrer les services énergétiques modernes, et non pas seulement l'offre,
3. Mobiliser les ministères sectoriels tels que l'éducation, la santé, les collectivités territoriales, ils doivent exiger l'accès aux SEM !
4. Ne pas cloisonner, au contraire, offrir des « paquets » de services qui se renforcent mutuellement, par exemple des services énergétique intégrés cuisson/électricité, des approches multi-usagers (domestiques, socio-communautaires, productifs), et renforcer la cohésion et collaboration entre ministères (énergie, environnement, collectivités territoriales, urbanisme, etc.)
5. Documenter les bénéfices que procure l'accès aux SEM (étude avant/après, monitoring et évaluation).

En terme de perspective, elle espère que les initiatives dégagées de l'analyse et des discussions seront portées auprès à la fois des décideurs et des bailleurs de fonds potentiels, tels que l'Union Européenne dans le cadre de la Facilité d'assistance « Energy sustainable for all ».

Elle a demandé de poursuivre les réflexions amorcées en mettant sur pied un Comité de Liaison dans chacun des pays partenaires, qui aura pour rôle d'être une interface entre l'équipe de projet et les décideurs, et donc fera circuler les idées clés et recommandations de l'analyse, et réfléchira sur la mise en œuvre d'une voie énergétique douce autonome. Notamment, les réflexions sur l'état du processus de décentralisation dans le secteur de l'énergie, la création d'une cellule d'efficacité énergétique, le besoin de normes, étiquetage et contrôles en matière de qualité des technologies et pratiques, le besoin d'information, sont ressortis des discussions, entre autres.

Après cette intervention enrichissante de Madame LABRIET, le Secrétaire Exécutif du MFC Nyetaa a pris la parole pour remercier tous les participants et promet qu'ils seront avec l'équipe Mali les porte-voix d'EERA au Mali.

Un cocktail a été offert aux participants avant qu'ils ne se séparent.

4. ANNEXES

Annexe 1 : Composition des Groupes de discussion

Objectif : l'exercice en groupe a pour objectif d'identifier les éléments de base pour l'élaboration d'une feuille de route pour la mise en œuvre des recommandations de l'étude TIPEE Mali

Groupe 1 : Gouvernance	Groupe 2 : Accès à l'énergie et Efficacité énergétique	Groupe 3 : Vulnérabilités et Résilience du système énergétique
<p>Membres du groupe :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Direction Nationale de l'Energie 2. Direction Nationale des Collectivités Territoriales 3. Direction Nationale de la Promotion de la Femme 4. Direction Générale des Collectivités Territoriales (DGCT) 5. Mali Folkecenter 6. Consultant (Cheick Sanogo et Michel Labrousse) 	<p>Membres du groupe :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Direction Nationale de la Santé 2. Direction Nationale des Eaux et Forêts 3. Chambre des Métiers du Mali 4. Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et de l'Electrification Rurale (AMADER) 5. Direction Nationale de la Planification du Développement 6. Direction Nationale de l'Industrie 7. ACCESS 8. ENI-EBT 9. Consultant (Arona Coulibaly et Amadou H Maiga) 	<p>Membres du groupe :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Direction Nationale de l'Hydraulique 2. Direction Nationale de l'Agriculture 3. Agence Nationale de Développement des Biocarburants (ANADEB) 4. Chambre d'agriculture (APCAM) 5. Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD) 6. Direction Nationale de l'Elevage 7. Nyetaa Finance 8. Consultant (Pierre Dembélé et Mohamed OUEDRAOGO) 9. AEDD

Annexe 2: Liste des participants

N°	Nom et Prénom	Structure
1	Cissé Nouhoum	DNEF (MEN)
4	Nana Koureïssi	APCMM
5	Pierre Dembélé	Consultant
6	Sinaba Mamadou	DNPF
7	Harouna Almoustapha	DNEF
8	Nioumanta Bowa	DNPIA
9	Mme Coulibaly Djènèbou Traoré	APOAM
10	Ousmane Ouattara	MFC
11	Maïga Oumou Diarra	DNS
12	Aminata Blondin Sangaré	APCMM
13	Kèlètigui Daou	ENT-ABT
14	Fané Siriman	DNI
15	Mme Thera Aminata Fofana	ANADEB
16	Mamoudou Ag Youssouf	DNPD
17	Cheick A Sanogo	AMADER
18	Mohamed Ouédraogo	CPS /SNE
19	Cheick Fantan Mady Tounkara	DNH
20	Amadou H Maïga	DNE
21	Arona Coulibaly	ENI-ABT
22	Diakalia Traoré	ACCESS
23	Garango Kouloi Moussa	Nyetaa Finance
24	Ali Abdou Gado	DNA
25	Niang Fili	AEDD
26	Ousmane Coulibaly	DGCT
27	Sinalou Diawara	Consultant
28	Ousmane Berthé	MFC
29	Abdou Maïga	MFC
30	Modibo Dembélé	MFC
31	Sanogo Monique Dembélé	MFC
32	Maïmouna K Sanogo	Consultante
33	Mafermini Diaby	NFSA
34	Mme Diallo Nènè Bah	MFC
35	Madame Sidibe Kornio	AEDD
36	Dr. Ibrahim TOGOLA	MFC
37	Ibrahima Dia	Journal Essor
38	Maryse Labriet	HELIO
39	Michel Labrousse	HELIO
40	Christine Fiebig	HELIO

Annexe 3: Agenda



Projet Energie, Ecodéveloppement et Résilience en Afrique (EERA)

Atelier de mobilisation des décideurs

26 mai 2014

Hôtel Salam Azalai, Bamako, Mali

avec l'appui financier de l'Alliance pour le Climat et le Développement

Lundi 26 mai 2014 - Matin : État des lieux	
8:30	Accueil des participants
9:00	Cérémonie d'ouverture
9:45	Conférencier invité M. Synalou DIAWARA, ancien directeur national de l'énergie
10:30	Photo de famille et pause-santé
11:00	Survol du projet EERA et de l'outil TIPEE Mme Maryse Labriet – HELIO International
11:30	Principaux résultats de l'analyse TIPEE pour le Mali Représentants de l'équipe EERA Mali
12:30	Déjeuner
Lundi 26 mai 2014 - Après-midi : Passer à l'action	
14:00	Principes d'une action fondée sur les besoins M. Michel Labrousse, Mme Christine Fiebig - HELIO International
14:30	Exercice en groupe : éléments de base d'une feuille de route
16:00	Restitution en plénière Rapporteurs de chaque groupe
17:00	Conclusions
17:30	Réception

Annexe 4. Diapositives

Voir fichier séparé.